

# En Belgique, la démission ministérielle est rare (très)

Quand on quitte un gouvernement, c'est rarement pour cause de désaccord politique. Le plus souvent, les ministres lâchent prise sous la pression d'un scandale ou d'une affaire les ciblant.

**J**acqueline Galant est assise sur un siège éjectable. Et rien ne dit que le ressort va se détendre pour l'éjecter du gouvernement. Le fait est là : les démissions sont rares, chez nous. Et le recensement auquel nous nous sommes livrés signale qu'il n'y a pas de ligne, pas d'usage, pas de règle.

Des ministres, poussés profond dans les cordes, se sont accrochés (voyez Jacqueline Galant...). D'autres ont lâché prise alors qu'ils connaissaient moins de difficulté.

Notre inventaire, nous l'avons arbitrairement entamé à l'époque du gouvernement Dehaene II, lancé à l'eau en 1995, en bornant notre observation au pouvoir fédéral, à la Communauté française et aux Régions wallonne et bruxelloise.

Frappant : on relève peu de démissions pour des motifs purement politiques. On pointe... trois départs pour désaccord au

sein du gouvernement. Il s'agit de trois écologistes (Isabelle Durant, Olivier Deleuze et Magda Aelvoet), membres de Verhofstadt I<sup>er</sup> (1999-2003).

Rare, aussi : sur la période envisagée, on ne compte que cinq démissions de ministres s'estimant politiquement responsables d'un événement alors que leur responsabilité réelle n'était pas engagée – ils ont payé une erreur commise par leur administration ou un service de l'Etat dépendant d'eux.

Ces cinq démissions ont touché le gouvernement Dehaene II (1995-1999), secoué par l'évasion de Marc Dutroux (deux démissions), la crise de la dioxine (deux démissions) et la mort de Semira Adamu (une démission).

Ceci mis de côté, les démissions visent généralement des personnalités citées dans le cadre d'une affaire, qu'ils soient ciblés par la justice ou non.

Difficile, dans tous les cas relevés dans notre inventaire, de

faire la part entre les départs totalement spontanés (j'ai décidé de quitter mes fonctions...) et les départs imposés par le parti et travestis en démissions.

Exemple de cas douteux : celui, récent, d'Hervé Jamar (MR).

Le ministre du Budget a quitté ses fonctions le 1<sup>er</sup> octobre 2015, pour prendre le gouvernorat de Liège.

Il est possible que la libération du poste à la province ait offert au MR l'opportunité d'évacuer un homme peu convaincant au poste qu'il occupait au gouvernement.

En tout état de cause, on a rarement vu un parti larguer l'un des siens, en cours de route, pour... incompétence. Généralement, les ministres qui ne convainquent pas sont discrètement escamotés au gré de remaniements plus ou moins justifiés ou ils sont laissés à quai, en début de législature. ■

PIERRE BOUILLON

## précédents Partis, de force ou de leur plein gré

**1. Jean-Pierre Grafé : trop de pression.** A la fin 1996, un certain Olivier Trusgnach accuse Elio Di Rupo (PS) et Jean-Pierre Grafé (PSC) de rapports avec des mineurs. Le propos s'avérera totalement bidon. Sous pression, et pour pouvoir assurer sa défense, Grafé (photo) quitte son poste de ministre de l'Enseignement supérieur en décembre 1996.

**2. Vande Lanotte et De Clercq : politiquement responsables.** On est en avril 1998. Le gouvernement Dehaene II est aux affaires. Marc Dutroux s'évade du palais de justice de Neufchâteau. Le SP Johan Vande Lanotte, ministre de l'Intérieur (photo), et le CVP Stefaan De Clercq, ministre de la Justice, démissionnent. Ils n'ont commis aucune faute mais l'émotion est trop vive et c'est le raison-

nement à l'ancienne : je suis responsable de ce qui se passe dans mon département.

**3. Louis Tobback : politiquement responsable.** Le 22 septembre 1998, à l'aéroport de Zaventem, deux policiers étouffent avec un cousin Semira Adamu, demandeuse d'asile nigériane et qui fait l'objet d'un ordre d'expulsion. Sa mort entraîne la démission, six jours plus tard, du ministre de l'Intérieur Louis Tobback (SP), qui avait remplacé Vande Lanotte dans l'équipe Dehaene II.

**4. Marcel Colla et Karel Pinxten : politiquement responsables.** La Belgique apprend que des graisses animales destinées à nourrir les animaux d'élevage contiennent de la dioxine. Deux ministres de Dehaene II présentent leur démission : le SP Marcel Colla (photo), ministre de

la Santé, et le CVP Karel Pinxten, ministre de l'Agriculture.

**5. Pierre Chevalier : affaires.** Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, Pierre Chevalier (VLD) est inquiet par la justice suisse pour escroquerie au crédit et

blanchiment. Il démissionne en octobre 2000.

**6. Magda Aelvoet : désaccord politique.** En août 2002, le gouvernement Verhofstadt I<sup>er</sup> se divise sur une vente d'armes au Népal. Opposée à ceci, Magda Aelvoet, ministre de la Santé, démissionne sans que cela remette en question la participation des verts flamands au gouvernement – Aelvoet sera ainsi remplacée par l'Agalev Jef Tavernier.

**7. Isabelle Durant et Olivier Deleuze : désaccord politique.** En mai 2003, un mois avant le scru-

tin, Verhofstadt I<sup>er</sup> se déchire sur le survol de Bruxelles. La majorité s'oppose au projet d'Isabelle Durant (Ecolo) d'interdire les vols de nuit. La ministre de la Mobilité (photo) et Olivier Deleuze, secrétaire d'Etat à l'Energie, claquent la porte. Ecolo ne les remplace pas et quitte donc bel et bien la coalition.

**8. Anissa Tamsamani : men-songe.** C'est l'étoile filante du second gouvernement Verhofstadt (2003-2007), installé à l'été 2003. En septembre, on découvre qu'Anissa Tamsamani (SPA), secrétaire d'Etat du Bien-être au travail, a gonflé son CV. Elle signalait une candidature en sciences commerciales et financières. Oups : elle n'est diplômée que du secondaire.

**9. Ducarme : pression fiscale.** En février 2004, la presse signale que Daniel Ducarme (MR) ne paie pas toujours ses impôts. Alors ministre-président de la Région bruxelloise, l'intéressé démissionne le jour même et réglera ses arriérés.

**10. Van Cau : la bourrasque carolo.** Charleroi est secouée par une

série d'affaires. Certaines ciblent Jean-Claude Van Cauwenberghe (PS), ministre-président du gouvernement wallon. La pression est trop forte. En octobre 2005, il démissionne. A ce jour, il a été blanchi sur toute la ligne.

**11. Frédéric Laloux : pas à sa place.** Membre du premier gouvernement d'Yves Leterme (mars 2008-décembre 2008), Frédéric Laloux (PS) démissionne en avril 2008. On reproche au secrétaire d'Etat à la Pauvreté des excès dans l'utilisation d'une carte d'essence quand il était échevin à Namur. Une broutille-prétexe pour dégommer un homme dont la désignation avait créé du remous au sein du PS – on le jugeait moins méritant que d'autres pour monter dans un gouvernement.

**12. Yves Leterme : la tempête Fortis.** En décembre 2008, les CD&V Yves Leterme (photo) et Jo Vandeurzen (CD&V) sont soupçonnés d'avoir fait pression dans le dossier Fortis. Le Premier ministre et le ministre de la Justice démissionnent, ce qui entraîne la chute du gouvernement.

**13. Steven Vanackere : Belfius.** La N-VA accuse Steven Vanackere (CD&V) de ne rien ignorer des arrangements financiers et fiscaux entre Belfius et le Mouvement ouvrier chrétien flamand (ACW) dont le ministre des Finances est un des piliers. Mis sous pression, il démissionne en mars 2013.

**14. Charles Picqué : calcul.** En mai 2013, à un an des élections, Charles Picqué (PS) cède son poste de ministre-président bruxellois à Rudi Vervoort. La démission du premier doit permettre au second de se faire un nom avant le scrutin.

**15. Simonet : arrêt pour raisons de santé.** Ministre de l'Education, Marie-Dominique Simonet (CDH) annonce en juillet 2013 qu'elle souffre d'un cancer du sein et démissionne.

**16. Hervé Jamar : une occasion.** En octobre 2015, Hervé Jamar (MR), ministre du Budget dans le gouvernement Michel, annonce qu'il quitte le gouvernement pour s'en aller gouverner la province de Liège. ■

P.Bn

## LAVIS DU POLITOLOGUE

### Ils sont nés officiers !

Si la démission est rare, dans notre pays, ça n'a pas toujours été le cas. « Dans les années 70, on a assisté à une rafale de chutes de gouvernement, rappelle Pierre Vercauteren, politologue à l'UCL-Mons. A naturellement émergé, ensuite, un besoin de stabilité qui explique la répugnance à faire démissionner les ministres. L'évasion de Marc Detroux, sous Dehaene, a créé un déclic. Deux ministres démissionnent. Parce que l'affaire est sensible. Parce que la politique, à l'époque, s'inquiète beaucoup de la méfiance croissante entre le monde politique et les citoyens. Enfin, les démissionnaires sont flamands – Vande Lanotte et De Clercq – et ce n'est pas étonnant. C'est sans doute dû aux médias flamands qui fonctionnent selon le modèle anglo-saxon : ils sont plus intrusifs et exposent davantage les politiques. »

Pierre Verjans (ULg) livre la même analyse que son confrère : « Sous Dehaene II, avec l'évasion de Dutroux, la crise de la dioxine, il a eu un "moment". Mais ce n'est pas un moment-charnière, le début d'une nouvelle culture. La démission, ensuite, est redevenue rare. » Pourquoi, au fond ? « Les ministres sont des gens de combat, s'explique Verjans. On n'arrive pas à cette fonction en étant gentil. Comme disait le philosophe Alain, pour exercer cette fonction, il faut être né officier ! » Pour lui, l'affaire du Heysel (lire ci-dessous) a été révélatrice du choc de deux conceptions : « Jean Gol, qui exigeait la démission de Charles-Ferdinand Nothomb, défendait l'idée qu'une faute de l'administration entraîne la responsabilité du ministre. Charles-Ferdinand Nothomb, lui, avait une vision hiérarchique des choses : l'administration commet une faute mais je ne suis pas responsable de mon administra-

tion et je dois rester en place pour éviter le vide de pouvoir. »

P.BN

## REFUS DE PARTIR

### Gol et le Heysel

Les démissions font du bruit, mais parfois moins que les refus de démissionner. Le 25 mai 1985, on relève 39 morts et 454 blessés au Heysel. Charles-Ferdinand Nothomb (PSC) est ministre de l'Intérieur. Quand, au Parlement, il déclare qu'il ne démissionnera pas, il provoque la colère des libéraux avec qui le PSC est pourtant en majorité. Furieux, Jean Gol (PRL), alors vice-Premier ministre, commet un coup d'éclat. Estimant que si Nothomb n'a pas de conscience, il lui faut exprimer la sienne, Gol file au Palais proposer sa démission au Roi ainsi que celle de l'ensemble des ministres libéraux. Le Roi la refusera.

P.BN